

La Cop 24 : Bilan

Le réchauffement climatique met en péril nos habitats et nos écosystèmes, nos économies mondialisées et nos démocraties de marché, notre santé, nos vies, celles des animaux et des végétaux qui peuplent la planète et qui, avec nous, subissent la pression climatique. Cette réalité ne fait pas pour autant fléchir les émissions mondiales de gaz à effet de serre GES, issues des énergies fossiles qui sont reparties à la hausse en 2017 et ont atteint un pic inégalé en 2018 avec 37,1 milliards de tonnes (Gt).

Quatre ans après la COP21, un tour du monde permet de mieux appréhender les efforts des « grands pollueurs » et la fragilité de certains pays pauvres et des Etats insulaires pour réduire l'impact sur le climat.

Court rappel sur la COP 24 :

Avant la tenue de la COP24 à Katowice en Pologne, plusieurs rapports scientifiques ont tiré la sonnette d'alarme :

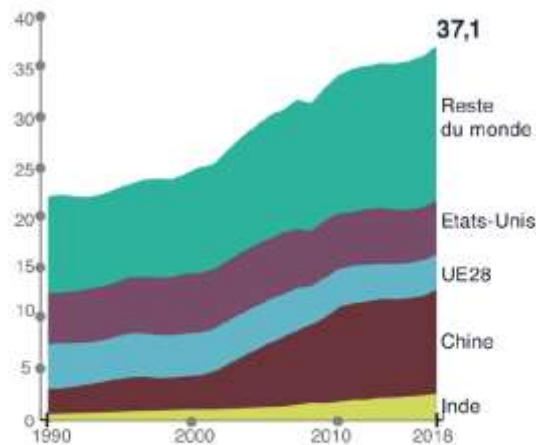
- le [rapport spécial du GIEC +1 ;5°C](#) publié en octobre 2018 (Groupe d'experts intergouvernemental sur les changements climatiques de l'ONU rapport [en anglais](#)) ;
- le rapport du [Global Carbon project](#) (GCP) publié dans *Nature, Earth system Science data et Environmental Research Letters* le 5 décembre 2018 ;
- l'[appel de l'Organisation des Nations unies](#) et le [cri d'alarme des scientifiques](#) ;
- les [mesures satellitaires de Copernicus](#) qui calculent la concentration en CO2 dans l'atmosphère et celles de [l'Organisation météorologique mondiale](#) qui relèvent les températures de surface indiquent une augmentation d'environ 2,7% de GES dont +2,5 ppm CO2/an.

Cette augmentation des émissions mondiales de GES est due à la combinaison de trois facteurs :

- l'augmentation de la combustion du charbon dans les pays les plus pollueurs de la planète ;
- le maintien des deux autres énergies fossiles : le pétrole pour la consommation des voitures, du fret des avions commerciaux et du transport maritime, et le gaz de plus en plus utilisé dans l'industrie et le bâtiment comme énergie de remplacement du charbon ;
- l'augmentation des cimenteries pour les constructions.

Elle est plus importante qu'en 2017 (+1,6%), après une relative stagnation entre 2014-2016, ce qui avait donné beaucoup d'espoir à la Cop21 qu'un pic était atteint. Au total les rejets carbonés ont augmenté de 65% depuis 1990.

Evolution des émissions mondiales de CO₂ En Gigatonne de CO₂



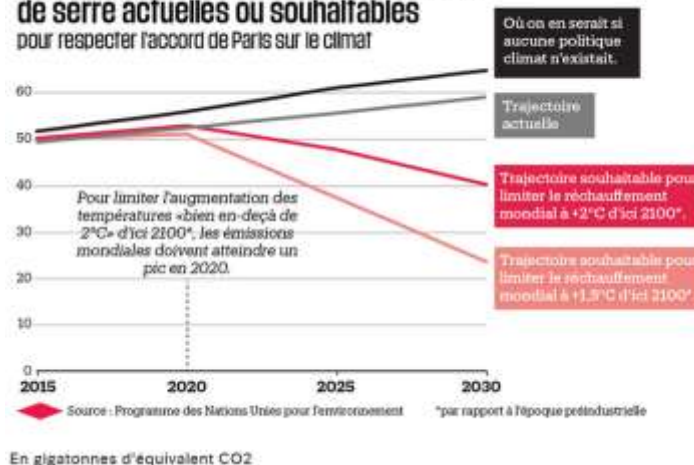
INFOGRAPHIE LE MONDE

Loins derrière, les Etats-Unis occupent toujours la deuxième place du top 10 des pays les plus pollués, avec 15 % des émissions globales (+2,3 % cette année en raison d'un hiver très froid et d'un été chaud). L'Inde ferme le podium, avec 7 % du total (+6,3 %, sous l'effet d'un accroissement de l'utilisation du charbon). Viennent ensuite la Russie, le Japon, l'Allemagne, l'Iran, l'Arabie saoudite, le Corée du Sud et le Canada.

Le Monde du 6 décembre 2018

A cela, il faut ajouter les émissions liées à la déforestation et aux autres changements d'affectation des sols (agriculture intensive, destruction des prairies, construction d'autoroute aéroports centre commerciaux, etc.). Le bilan total devrait s'élever cette année à 41,5 gigatonnes de CO₂. Conséquences : la concentration de CO₂ dans l'atmosphère pourrait atteindre 407 parties par millions cette année, soit 45% de plus que les niveaux préindustriels.

L'évolution des émissions de gaz à effet de serre actuelles ou souhaitables pour respecter l'accord de Paris sur le climat



A cela, il faut ajouter le coût des catastrophes d'origine météorologiques et climatique qui sur l'année 2017, selon la Banque mondiale ont fait perdre à l'économie mondiale 320 milliards de dollars. Des chiffres qui devraient parler même aux pires des climato-sceptiques et inciter les investissements internationaux (qui devraient atteindre 75 trillions de dollars d'ici à 2050, soit 2 à 6 % du PIB par pays).

Tous ces rapports convergent pour estimer que la température globale relevée en 2018 est de +1,1°C par rapport à l'ère préindustrielle. Ils appellent à tripler voire quintupler les efforts des pays avant 2020 afin d'avoir des chances de maintenir le réchauffement en dessous de la barre des 2°C à la fin du siècle.

La Cop 24 avait pour objet d'adopter des règles (rules) d'application prévue par l'Accord de Paris :

- le fonctionnement des marchés du carbone ;
- le contrôle que chaque pays doit faire pour rendre compte de ses propres réductions d'émissions,
- le financement de la décarbonisation des pays en développement ;
- le rehaussement de « l'ambition » des Etats d'ici 2020, après que le GIEC a annoncé que les engagements formulés en 2015 pour réduire les GES sont insuffisants si le monde veut éviter un ralentissement du réchauffement planétaire catastrophique.

La COP24 s'est déroulé dans un climat de tension :

Un jour supplémentaire de négociation été organisé en urgence pour éviter l'échec total après deux semaines agitées, crispées par un contexte géopolitique défavorable à la cause climatique. Elles ont notamment été marquées par une controverse imprévue sur le rapport scientifique du Giec¹ et par le retour des divisions entre pays du Nord et du Sud, point récurrent des négociations sur le climat. En vertu de l'accord de Paris, les engagements des pays pour réduire les GES sont volontaires (non contraignants). Mais leur suivi doit être multilatéral, avec des règles de transparence sur les actions menées par chaque pays signataire.

Les Etats réunis à la COP24 n'ont pas adopté une trajectoire compatible avec un réchauffement à 1,5°C d'ici la fin du siècle :

- les Etats n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur une révision à la hausse de leurs efforts climatiques nationaux (NDCs) ;
- Les Etats ont été incapables de trouver un consensus pour accueillir favorablement ce rapport du GIEC, qu'ils avaient pourtant eux-mêmes commandé lors de la COP21, et faire de la science l'arbitre de leurs décisions.

Les ONGs et les acteurs de la société civile ont multiplié les déclarations :

demandant aux Etats de se ressaisir rapidement et de renforcer drastiquement leurs efforts diplomatiques et politiques pour lutter contre le changement climatique et protéger les populations vulnérables. Ils doivent se présenter au Sommet Spécial des Nations Unis sur le climat, le 23 septembre 2019, avec de nouvelles feuilles de route revues à la hausse (NDCs) et des promesses de financement adéquates.

Pour aller plus loin :

Consultez nos ressources sur la Cop24 :

- <http://acces.ens-lyon.fr/acces/thematiques/eedd/simulation-des-conferences-des-parties-sur-le-changement-climatique/position-des-parties-sur-le-climat/que-retenir-de-la-cop24>
- acces.ens-lyon.fr/acces/thematiques/eedd/simulation-des-conferences-des-parties-sur-le-changement-climatique/position-des-parties-sur-le-climat

¹Les travaux de la 24ème conférence Mondiale sur le climat ont pris fin le samedi 15 décembre alors qu'initialement, la séance de clôture était prévue le vendredi 14 décembre. Ce report a été justifié par la présidence de la conférence par l'absence d'un accord final, des divergences subsistant entre des pays membres sur le rapport du GIEC et la question du financement des effets du changement climatique sur les pays en développement.